

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

Fourniture et livraison de viandes fraîches

**Consultation n° 5R24001**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Le 15 mai 2024 – 12h00**

**QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE**  
**Coordonnateur du groupement QBO / CIAS**

Hôtel de ville et d'agglomération

44 Place Saint-Corentin

CS 26004

29107 QUIMPER Cedex

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type de contrat .....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 – Nomenclatures .....	4
1.6 – Renouvellement .....	4
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes.....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat et reconduction .....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
5.1 – Pièces de la candidature .....	6
5.2 – Pièces de l'offre.....	7
5.3 – Échantillons.....	8
6 - Conditions d'envoi des plis.....	9
6.1 - Transmission électronique .....	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
6.3 – Adresse de dépôt des échantillons.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres .....	10
7.1 - Sélection des candidatures .....	10
7.2 – Critères de jugement.....	10
7.3 – Attribution.....	12
8 - Renseignements complémentaires .....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	12
8.2 - Procédures de recours.....	12

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de viandes fraîches pour le service commun de restauration de Quimper Bretagne Occidentale, l'EHPAD Flora Tristan du CIAS de Quimper Bretagne Occidentale et l'EHPAD de Coat Kerhuel du CIAS de Quimper Bretagne Occidentale.

La présente consultation est lancée par le groupement de commandes composé des entités suivantes, conformément à l'article L. 2113-6 du code de la commande publique :

- Quimper Bretagne Occidentale dont relève le SERVICE COMMUN DE RESTAURATION - ZA du Grand Guélen 4 rue Haroun Tazieff 29000 Quimper ;
- Le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) de Quimper Bretagne Occidentale dont relèvent les établissements suivants :
  - ✓ EHPAD FLORA TRISTAN 31 rue du Général de Gaulle 29510 Briec de l'Odé
  - ✓ EHPAD DE COAT KERHUEL 10 Impasse de la Lande 29500 Ergué-Gabéric.

Le coordonnateur du groupement est Quimper Bretagne Occidentale. Le coordonnateur du groupement est chargé d'établir le cahier des charges, d'organiser la consultation, de signer et notifier le marché public au nom de l'ensemble des membres du groupement. En revanche, chaque membre du groupement sera en charge de l'exécution de la partie du marché qui le concerne, à l'exception des avenants éventuels qui seront établis, signés et notifiés par le coordonnateur.

Lieux de livraison :

**QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE**  
SERVICE COMMUN DE RESTAURATION  
ZA du Grand Guélen  
4, rue Haroun Tazieff  
29000 Quimper

**CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE**  
EHPAD FLORA TRISTAN  
31 rue du Général de Gaulle  
29510 Briec de l'Odé  
et  
EHPAD DE COAT KERHUEL  
10 Impasse de la Lande  
29500 Ergué-Gabéric

NB : l'EHPAD DE COAT KERHUEL occupe temporairement un autre site. Le point de livraison sera amené à évoluer tout en restant sur le territoire de QBO.

Date prévisionnelle de notification : juin 2024

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est un appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type de contrat

Le contrat prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, avec un opérateur économique par lot, avec un montant maximum annuel. Il est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commandes notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Les maximums annuels sont précisés à l'acte d'engagement.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
1	Bœuf et veau
2	Bœuf issu de la filière agriculture biologique
3	Veau issu de la filière agriculture biologique
4	Porc
5	Porc issu de la filière agriculture biologique
6	Volaille et lapin durable et de qualité
7	Volaille

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre une offre pour plusieurs ou tous les lots.

La répartition globale prévisionnelle, pour chaque membre du groupement, pour la période initiale (un an), est la suivante :

Lot	Désignation	Quimper Bretagne Occidentale	CIAS de QBO
1	Bœuf et veau	70 %	30 %
2	Bœuf issu de la filière agriculture biologique	95 %	5 %
3	Veau issu de la filière agriculture biologique	90 %	10 %
4	Porc	60 %	40 %
5	Porc issu de la filière agriculture biologique	80 %	20 %
6	Volaille et lapin durable et de qualité	65 %	35 %
7	Volaille	65 %	35 %

## 1.5 – Nomenclatures

Les classifications conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Lot	Code principal	Description
1	<b>15111100-0</b>	Viande de bœuf
	<b>15111200-1</b>	Viande de veau
2	<b>15111100-0</b>	Viande de bœuf
3	<b>15111200-1</b>	Viande de veau
4	<b>15113000-3</b>	Viande de porc
5	<b>15113000-3</b>	Viande de porc
6	<b>15112000-6</b>	Volaille

	<b>15119200-7</b>	Lapin
7	<b>15112000-6</b>	Volaille

## 1.6 – Renouvellement

Il s'agit d'un accord cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Prochain renouvellement : printemps 2028

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée ou proposée.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat et reconduction

L'accord cadre sera conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification et pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est donc de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins deux mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

- Budget annexe du Service Commun de la Restauration (SCR) de Quimper Bretagne Occidentale (ligne budgétaire : 6027-732)
- Budget de l'EHPAD Flora Tristan de Quimper Bretagne Occidentale (ligne 6027-9800)
- Budget de l'EHPAD Coat Kerhuel de Quimper Bretagne Occidentale (ligne 6027--9800)

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses 7 annexes (Fiche de présentation - Plans de circulation
- Fiche de non-conformité – Livraisons et réactivité – Fiche contacts procédure alerte – 2 imprimés « Proposition tarifaire ») ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour chaque lot ;

- Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour chaque lot ;
- La fiche de réception des échantillons ;
- L'avis de publicité.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Seuls les candidats s'étant authentifiés lors du retrait du dossier de consultation à l'adresse électronique renseignée ci-dessus seront informés de ces modifications. Les candidats ayant retiré le dossier de consultation anonymement, ou par un autre moyen que celui indiqué dans le présent article, ne pourront être informés et ne pourront élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-dessous.

### 5.1 – Pièces de la candidature

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
Lettre de candidature et, en cas de groupement, habilitation du mandataire par ses cotraitants (modèle DC1, DUME ou équivalent)
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique (modèle DC1, DUME ou équivalent)
Le cas échéant, déclaration du candidat justifiant qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (modèle DC1, DUME ou équivalent)

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2, DUME ou équivalent)

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site : [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Il est porté à l'attention des candidats qu'en vertu de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, ils ont la faculté de remplacer les documents demandés ci-dessus (pièces de la candidature) par la production d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), issu du règlement d'exécution 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016.

Le DUME se substitue aux DC1, DC2 ainsi qu'au programme "Marché Public Simplifié" (MPS) et peut être complété à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit ensuite être téléchargé et joint au dossier de réponse.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit (article R. 2143-13 du Code de la commande publique).

En outre, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu (article R. 2143-14 du Code de la commande publique).

## 5.2 – Pièces de l'offre

Libellé
L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes dûment complétés
Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complété (y compris taux de remise accordé sur les prix catalogues)
Le détail quantitatif et estimatif (DQE) dûment complété
Échantillons requis pour les lots concernés (2,3,5 et 6) - marchandises indiquées sur le DQE (précisées par un astérisque), <b>à réceptionner avant la date limite de remise des offres précisée en 1<sup>ère</sup> page du RC et pour consommation prévue le 17 mai. Merci de prévoir une DLC adaptée.</b>
Les annexes du CCP suivantes dûment complétées : fiche de présentation (annexe 1) et livraisons-réactivité (annexe 4) dans laquelle les fournisseurs s'engagent sur les délais et les modalités de réactivité en cas de complément de commande à passer
Le(s) catalogue(s) ou grille(s) tarifaire(s) pour les éventuels produits qui ne figurent pas dans le bordereau des prix unitaires

Les éléments techniques (descriptif, mémoire etc.) justifiant la traçabilité des viandes : origine de la filière d'approvisionnement, lieu d'élevage, alimentation des animaux, lieu d'abattage, lieu de transformation, organisation de la distribution. Il est demandé de préciser les actions en faveur du bien être animal, les possibilités d'animation avec le SCR afin de faire découvrir les filières à nos convives et nos professionnels et plus généralement toute information permettant de juger d'une démarche en faveur de l'environnement.

Les fiches techniques de chaque produit figurant au BPU et qui préciseront :

- l'identification du produit : marque, conditionnement, grammage
- la composition du produit : la liste des ingrédients, les allergènes, la valeur nutritionnelle
- l'origine de la ou des matières premières entrant dans la composition du produits et le lieu de transformation
- le(s) certificat(s) de conformité au mode de production biologique (certification AB, Eurofeuille ou équivalent) pour les produits labellisés.

### 5.3 – Échantillons

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fournissent les échantillons suivants :

Lot	Désignation	Quantité
<b>Lot 2 – Bœuf biologique</b>	Viande pour bourguignon *paleron/macreuse/jumeau/boite à moelle/collier 60-80 GR –	5kg
<b>Lot 3 – Veau biologique</b>	Blanquette de veau épaule, collier, poitrine 60-80 gr	5kg
<b>Lot 5 – Porc biologique</b>	Sauté de porc sans os en 60 grs et 80 grs dans l'épaule, la palette et l'échine	5kg
<b>Lot 6 – Volaille et lapin labellisés</b>	Poulet entier LR PAC LR 1,4 kg env - poulet de souche jaune	2 poulets

Chaque échantillon doit être accompagné d'un bon de livraison et identifié ainsi :

- ✓ Intitulé du marché
- ✓ Nom de l'échantillon et son lot
- ✓ Nom du fournisseur

**Le soumissionnaire ne fournissant pas d'échantillon ou en l'absence de certains échantillons pourra voir son offre considérée comme irrégulière.**

**Attention, la DLC des échantillons devra être suffisante pour permettre une dégustation le 17 mai 2024.**

Ces produits feront l'objet d'un test ayant pour objectifs :

- De contrôler la conformité des produits aux spécifications du cahier des charges ;
- De procéder à un examen comparatif des offres.

L'évaluation de ces échantillons sera intégrée comme critère de jugement dans l'appréciation des offres des candidats, comme indiqué à l'article 7.2 du présent règlement de consultation.



## 6 - Conditions d'envoi des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches.megalis.bretagne.bzh>.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'acheteur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Quimper Bretagne Occidentale**  
**Service commande publique**  
**44 Place Saint-Corentin**  
**CS 26004**  
**29107 Quimper Cedex**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

**La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.** Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer électroniquement leur offre avant de la déposer. À défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

Le candidat qui choisit de signer son offre dès son dépôt aura recours à un certificat de signature électronique de type RGS\*\*, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (annexe n° 12 du Code de la commande publique) et signe uniquement l'acte d'engagement.

En cas de signature électronique, l'acheteur préconise d'utiliser le format de signature PaDES.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir

jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 6.3 – Adresse de dépôt des échantillons

Les échantillons sont à livrer à l'adresse suivante :

Service Commun de Restauration  
4 rue Haroun Tazieff  
29 000 QUIMPER

(ouvert du lundi au vendredi – livraison des échantillons possible entre 7h30 et 12h)

Compte tenu de leur faible valeur, la fourniture de ces échantillons ne donnera pas lieu à facturation.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 – Critères de jugement

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 à R. 2152-2 du Code de la Commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse (article R. 2152-2 du Code de la commande publique). En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots 1,4 et 7 :

Critères	Pondération
<b>1- Prix au regard du DQE</b>	<b>60.0 %</b>
<b>2- Qualité globale de la prestation au regard des éléments techniques fournis dans l'offre</b>	<b>40.0 %</b>
2.1 - la traçabilité des viandes, l'alimentation des animaux, l'autonomie des élevages pour l'alimentation des animaux, la prise en compte bien être animal, la démarche environnementale de l'exploitation	40 %
2.2 - les possibilités d'animations/visites de site pour les convives et les professionnels	30 %
2.3 - les conditionnements et arrondis de livraison proposés, les capacités de dépannage	30 %

Pour les lots 2,3,5 et 6 :

Critères	Pondération
<b>1- Prix au regard du DQE</b>	<b>40.0 %</b>
<b>2-Qualité organoleptique des produits au regard des échantillons</b>	<b>40.0 %</b>
<b>3- Qualité globale de la prestation au regard des éléments techniques fournis dans l'offre</b>	<b>20.0 %</b>
3.1 - la traçabilité des viandes, l'alimentation des animaux, l'autonomie des élevages pour l'alimentation des animaux, la prise en compte bien être animal, la démarche environnementale de l'exploitation	40 %
3.2 - les possibilités d'animations/visites de site pour les convives et les professionnels	30 %
3.3 - les conditionnements et arrondis de livraison proposés, les capacités de dépannage	30 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /5.  
Les critères sont notés sur 5.

- Le critère « Prix au regard du DQE » est noté sur 5 points au vu du montant total figurant dans le détail quantitatif estimatif. Le candidat proposant l'offre la moins-disante obtient la note maximum, soit 5 points.  
Pour les autres candidats, la note est obtenue selon le calcul suivant :

$$\text{Note de l'offre} = (\text{Montant de l'offre moins-disante} / \text{Montant de l'offre à noter}) * 5$$

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer en Euros.

Base de notation = (5) correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Cette note sera arrondie au 100ème supérieur si le millième est égal ou supérieur à 5, au 100ème inférieur si le millième est inférieur à 5 ; elle ne pourra être négative ou dépasser 5.

**Les offres pouvant être présentées selon des conditionnements différents pour une même marchandise, les prix seront comparés au kg.**

- La méthode utilisée pour la notation des autres critères est la suivante :
  - Très insuffisant : 1 pt
  - Insuffisant : 2 pts
  - Moyen: 3 pts
  - Satisfaisant : 4 pts
  - Très satisfaisant : 5 pts.

Chaque critère sera pondéré par le pourcentage qui lui est affecté dans le tableau ci-dessus. La note globale obtenue est ensuite ramenée sur 5. Ces notes seront arrondies au 100ème supérieur si le millième est égal ou supérieur à 5, au 100ème inférieur si le millième est inférieur à 5.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 7.3 – Attribution

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande publique. Le délai imparti pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Il sera demandé au candidat retenu de fournir :

- Les attestations délivrées par les administrations compétentes prouvant que le candidat est à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- Le numéro de SIREN de l'entreprise ;
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Les attestations d'assurance en cours de validité requises pour l'exécution des prestations ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.

**Il sera également demandé au candidat retenu de fournir, si l'offre déposée n'a pas été signée, l'acte d'engagement revêtu d'une signature électronique ou manuscrite.**

Si dans les délais précisés par l'acheteur ; le candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, le marché sera attribué à l'offre classée en 2ème (sous réserve qu'elle fournisse à son tour les documents demandés).

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalix.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 11 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

Assistance téléphonique de MEGALIS BRETAGNE : un service de support téléphonique est mis en place pour les entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics (tél : 02 23 48 04 54).

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes  
3 Contour de la Motte  
35044 RENNES CEDEX CS 44416  
Tél : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84 - Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.